

INTRODUCTION TO IPSAS



Présentation

Contents

États financiers.....	3
États de la situation financière, de la performance financière et de l'évolution de l'actif net/capitaux propres.....	4 Objectifs des états financiers
requis	4 États financiers
comparatives	5 Informations
Présentation et divulgation	5
Matérialité et agrégation.....	6
Compensation	6
Informations minimales sur l'état de la situation financière	7
Distinction courant/non courant.....	8
État consolidé de la situation financière des entités du secteur public	9
État de la performance financière.....	dix
Éléments présentés sur le visage ou dans les notes.....	11
Dépenses classées par nature	12 Dépenses par classification fonctionnelle.....
performance financière des entités du secteur public	12 État consolidé de la
propres	13 État de l'évolution de l'actif net/capitaux
(suite)	14 État de l'évolution de l'actif net/capitaux propres
entités du secteur public.....	14 État consolidé de l'évolution de l'actif net/capitaux propres des entités du secteur public.....
Notes complémentaires aux états financiers	15
Questions et débats.....	16
Questions de révision.....	16
Réponses aux questions de révision.....	17
Tableau des flux de trésorerie.....	19
État des flux de trésorerie	20
Objectif du tableau des flux de trésorerie.....	21
Trésorerie et équivalents de trésorerie	21
Exemples illustratifs Trésorerie et équivalents de trésorerie	22
Exemples illustratifs Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	22
État des flux de trésorerie	23
Rapport sur les activités opérationnelles.....	23
	24

Tableau consolidé des flux de trésorerie des entités du secteur public (méthode directe).....	25	État consolidé
des flux de trésorerie des entités du secteur public (méthode indirecte)	26	
Filet	27	
Divulgations	28	
Questions et débats.....	28	
Questions de révision.....	29	
Réponses aux questions de révision.....	30	
Informations concernant les parties liées.....	31	
Transactions avec des parties liées IPSAS 20	32	
Objectif.....	32	
Définir les parties liées.....	33	Exemples de parties
liées	33	Opérations entre parties
liées	34	
Divulgaration.....	34	
Questions et débats.....	35	
Questions de révision.....	36	
Réponses aux questions de révision.....	37	
Informations budgétaires.....	38	
Introduction.....	39	
Présentation des informations budgétaires.....	39	
Présentation	40	
Divulgations de notes	40	
Questions et débats.....	41	
Questions de révision.....	42	
Réponses aux questions de révision.....	43	
Devises.....	44	Change IPSAS
4.....	45	
Portée.....	45	
Monnaie fonctionnelle	46	
Reconnaissance.....	46	
Différences de change	46	
Divulgaration.....	47	
Questions et débats.....	47	
Questions de révision.....	48	
Réponses aux questions de révision.....	49	

Financial Statements



Statements of Financial Position, Financial Performance and Changes in Net Assets/Equity

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

Ce module couvre les exigences d' [IPSAS 1, Présentation des états financiers](#)

IPSAS 1, Présentation des états financiers

L'objectif de cette norme est de prescrire la manière dont les états financiers à usage général doivent être présentés afin d'assurer la comparabilité à la fois avec les états financiers de l'entité des périodes précédentes et avec les états financiers d'autres entités. Pour atteindre cet objectif, la présente Norme énonce les considérations générales relatives à la présentation des états financiers, des lignes directrices pour leur structure et des exigences minimales concernant le contenu des états financiers préparés selon la comptabilité d'exercice.

IPSAS 1 ne traite pas des exigences en matière de comptabilisation, d'évaluation et d'informations à fournir pour des transactions et événements spécifiques. Les participants doivent se référer au manuel actuel de l'IPSASB pour faire référence aux IPSAS appropriées qui définissent les exigences liées à ces transactions ou événements spécifiques. Les participants peuvent également se référer à d'autres modules qui couvrent ces exigences.

À la fin de cette séance, les participants devraient :

- Comprendre les exigences en matière de présentation, de structure et de contenu des documents financiers à usage général, états préparés et présentés selon la comptabilité d'exercice.
- Connaître les exigences minimales en matière de divulgation d'informations financières telles qu'elles figurent dans le états de la situation financière, de la performance financière, de l'évolution de l'actif net/capitaux propres et état des flux de trésorerie.
- Comprendre la distinction entre les informations à fournir dans les états financiers, annexes et notes supplémentaires.



Objectives of Financial Statements

- Répondre aux besoins d'information des bénéficiaires de services et des fournisseurs de ressources pour responsabilité et prise de décision
- Les utilisateurs ont besoin d'informations sur :
 - La performance de l'entité, par exemple la prestation de services de réunion et d'autres opérations et objectifs financiers ;
 - Gérer les ressources dont il est responsable
 - Se conformer aux autorités législatives et autres
 - Liquidité et solvabilité
 - Durabilité de la prestation de services et d'autres opérations
 - Capacité à s'adapter à des circonstances changeantes

Arrière-plan:

Les états financiers à usage général sont élaborés principalement pour répondre aux besoins d'information des bénéficiaires de services et des fournisseurs de ressources qui ne possèdent pas le pouvoir d'exiger d'une entité du secteur public qu'elle divulgue les informations dont ils ont besoin pour la responsabilité et la prise de décision

Les états financiers présentent des informations résumées sur la situation financière, la performance financière et les flux de trésorerie d'une entité. L'objectif des états financiers à usage général est de fournir des informations financières à un large éventail d'utilisateurs qui ne sont pas en mesure d'exiger des rapports adaptés à leurs besoins d'information particuliers. Les utilisateurs des états financiers à usage général comprennent les contribuables et les contribuables, les membres du corps législatif, les créanciers, les fournisseurs, les médias et les employés.

On ne peut pas s'attendre à ce que les états financiers à usage général répondent à tous les besoins des utilisateurs. Certaines informations, telles que les informations sur la performance et les descriptions associées, ne peuvent être fournies que par des rapports financiers autres que les états financiers. Les états financiers à usage général peuvent inclure des informations résumées provenant d'autres rapports et/ou peuvent inclure des références à ces autres rapports.

Le cadre conceptuel discute des besoins en information des bénéficiaires de services et des fournisseurs de ressources.

Required Financial Statements

- Un jeu complet d'états financiers comprend :
 - État de la situation financière
 - État de la performance financière
 - État de l'évolution de l'actif net/capitaux propres
 - Tableau des flux de trésorerie
 - Comparaison du budget et des montants réels
 - Remarques
 - Informations comparatives sur la période précédente

Sous réserve que les informations fournies dans les états soient conformes aux exigences des IPSAS, les la convention de dénomination n'est pas critique. Par exemple, l'état de la situation financière peut être appelé bilan ou état de l'actif et du passif. La déclaration de performance peut également être appelée état des revenus et dépenses, compte de résultat, compte d'exploitation ou compte de résultat. Les notes peuvent inclure des éléments appelés calendriers.

Comparative Information

- Obligatoire pour la période précédente pour tous les montants déclarés
- Inclus pour les informations narratives et descriptives lorsqu'elles sont pertinentes pour la compréhension

La comparabilité des informations sur les périodes de reporting aide les utilisateurs à prendre et à évaluer des décisions, notamment en permettant l'évaluation des tendances de l'information financière. Sauf lorsqu'une IPSAS le permet ou l'exige autrement, des informations comparatives doivent être fournies pour la période précédente pour tous les montants présentés dans les états financiers.

Des informations comparatives sont incluses pour les informations narratives et descriptives lorsqu'elles sont pertinentes pour la compréhension des états financiers.

Dans certains cas, les informations narratives fournies dans les états financiers pour la ou les périodes précédentes continuent d'être pertinentes pour la période en cours. Par exemple, les détails d'un litige dont l'issue était incertaine à la dernière date de clôture et qui n'a pas encore été résolu, sont divulgués dans la période en cours. Les utilisateurs bénéficient d'informations (a) sur le fait que l'incertitude existait à la dernière date de reporting, et (b) sur les mesures qui ont été prises au cours de la période pour résoudre l'incertitude.

Presentation and Disclosure

- La cohérence de la présentation et du classement des états financiers est conservée à moins que
 - Un autre est plus approprié
 - Une IPSAS nécessite un changement
- En cas de modification, montants comparatifs reclassés
- Divulgaration des articles ou classes d'articles reclassés
- Divulgaration dans les déclarations ou dans les notes

Arrière-plan:

La présentation et le classement des éléments des états financiers sont conservés d'une période à l'autre.

La présentation et le classement sont modifiés si :

- Il est évident qu'une autre présentation ou classification serait plus appropriée ; ou
- Une IPSAS nécessite un changement de présentation.

Si la présentation ou la classification des éléments est modifiée, les montants comparatifs sont reclassés, sauf si cela est impossible. Dans certaines circonstances, il est impossible de reclasser les informations comparatives d'une période antérieure particulière afin d'assurer la comparabilité avec la période en cours.

Par exemple, les données peuvent ne pas avoir été collectées au cours de la ou des périodes précédentes d'une manière permettant une reclassification, et il peut ne pas être possible de recréer les informations.

La nature, la raison et le montant de chaque élément ou catégorie d'élément reclassé sont divulgués.

Lorsqu'il est impossible de reclasser les montants comparatifs, une entité indique la raison pour laquelle les montants n'ont pas été reclassés et la nature des ajustements qui auraient été apportés si les montants avaient été reclassés.

L'information peut figurer dans le corps des états financiers ou dans les notes - certains éléments doivent être divulgués dans le corps de chacun des états financiers.

Materiality and Aggregation

- Chaque catégorie matérielle d'éléments similaires doit être présentée séparément
- Les éléments de nature ou de fonction différente doivent être présentés séparément, sauf si cela n'est pas significatif.
- Les exigences spécifiques des IPSAS ne doivent pas être satisfaites si les informations ne sont pas significatives.

Les états financiers résultent du traitement d'un grand nombre de transactions ou d'autres événements regroupés en classes selon leur nature ou leur fonction. Les états financiers doivent utiliser une terminologie pour décrire toute classification d'éléments afin que les informations importantes soient présentées clairement et facilement compréhensibles. Des détails excessifs peuvent entraîner de la confusion et des interprétations erronées. Les éléments non significatifs en eux-mêmes seraient regroupés avec d'autres éléments qui se rapprochent le plus de leur nature.

Le processus d'agrégation et de classification est la présentation de données condensées et classées pour présentation sous forme de postes dans l'état de la situation financière, l'état de la performance financière, l'état des variations de l'actif net/des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie, ou dans les notes. Si un poste n'est pas significatif individuellement, il est regroupé avec d'autres postes soit dans ces relevés, soit dans les notes. Un élément qui n'est pas suffisamment significatif pour justifier une présentation séparée dans ces états financiers peut néanmoins être suffisamment significatif pour être présenté séparément dans l'annexe.

L'application du concept de matérialité signifie qu'il n'est pas nécessaire de satisfaire aux exigences spécifiques en matière de comptabilisation, d'évaluation ou d'information d'une IPSAS si l'information n'est pas significative.



Offsetting

- Les actifs et les passifs, ainsi que les revenus et les dépenses ne doivent pas être compensés.
 - L'évaluation des actifs nets des réductions de valeur n'est pas compensatoire
 - La compensation des revenus et des dépenses peut être appropriée si elle reflète la substance des la transaction

Les actifs et les passifs, ainsi que les produits et les dépenses, ne sont pas compensés sauf si cela est requis ou autorisé par une IPSAS.

Il est important que les actifs et les passifs, ainsi que les revenus et les dépenses, soient déclarés séparément. La compensation dans l'état des résultats financiers ou dans l'état de la situation financière, sauf lorsque la compensation reflète la substance de la transaction ou d'un autre événement, nuit à la capacité des utilisateurs à la fois (a) de comprendre les transactions, autres événements et conditions qui se sont produits, et (b) évaluer les flux de trésorerie futurs de l'entité.

L'évaluation des actifs nets de dépréciations – par exemple, les provisions pour vétusté sur les stocks et les provisions pour créances douteuses sur les créances – n'est pas une compensation.

La compensation des produits avec les dépenses liées découlant de la même transaction est appropriée lorsque cette présentation reflète la substance de la transaction.

Minimum Disclosures on Statement of Financial Position

ACTIFS	PASSIFS
1. Immobilisations corporelles	1. Impôts et transferts à payer
2. Immeubles de placement	2. Dettes en matière de prestations sociales
3. Actifs incorporels	3. Dettes
4. Actifs financiers	4. Dispositions
5. Investissements	5. Passifs financiers
6. Inventaires	6. Participations ne donnant pas le contrôle
7. Créances résultant d'opérations sans échange	ACTIF NET/ CAPITAUX PROPRES
8. Créances sur opérations de change	
9. Trésorerie et équivalents de trésorerie	
Éléments supplémentaires pertinents pour comprendre les déclarations	

Des postes, rubriques et sous-totaux supplémentaires sont présentés dans le corps de l'état de la situation financière lorsque cette présentation est pertinente pour la compréhension de la situation financière de l'entité.

IPSAS 1 ne prescrit pas l'ordre ou le format dans lequel les éléments doivent être présentés. IPSAS 1 fournit simplement une liste d'éléments dont la nature ou la fonction est suffisamment différente pour justifier une présentation séparée dans le corps de l'état de la situation financière.

Le jugement quant à la présentation ou non d'éléments supplémentaires est fondé sur une évaluation de :

- a) La nature et la liquidité des actifs ;
- b) La fonction des actifs au sein de l'entité ; et
- c) Les montants, la nature et l'échéancier des dettes.

Current/Non-current Distinction

- L'état de la situation financière présente les actifs et passifs courants et non courants séparément
- L'actif à court terme correspond à la trésorerie ou aux équivalents de trésorerie ou à un élément dont la réalisation est prévue dans les douze mois après la date de reporting
- Le passif actuel devrait être réglé dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Une entité doit présenter les actifs courants et non courants, ainsi que les passifs courants et non courants, dans des classifications distinctes dans son état de la situation financière.

Un actif actuel est :

- a) devrait être réalisé ou est détenu pour la vente ou la consommation dans le cycle d'exploitation normal ;
- b) détenus principalement à des fins de négociation ;
- c) Il est prévu qu'il soit réalisé dans les douze mois suivant la date de clôture ; ou
- d) Il s'agit d'espèces ou d'un équivalent d'espèces

Tous les autres actifs (par exemple, les actifs corporels, incorporels et financiers à long terme) sont classés comme non courants.

Un passif actuel est :

- a) devrait être réglé au cours du cycle d'exploitation normal ;
- b) détenus principalement à des fins de négociation ;
- c) qui doivent être réglés dans les douze mois suivant la date de clôture ; ou
- d) l'entité n'a pas le droit inconditionnel de différer le règlement du passif pendant au moins douze mois après la date de reporting.

Tous les autres passifs doivent être classés comme non courants.

Public Sector Entity Consolidated Statement of Financial Position

Au 31 décembre 20X2 (en milliers d'unités monétaires)

	20X2	20X1
ACTIFS		
Actifs courants	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Actifs non courants	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Actif total	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
RESPONSABILITÉS		
Passif actuel	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Passifs non courants	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Responsabilités totales	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
ACTIF NET / CAPITAUX PROPRES	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Total du passif et net actif/capitaux propres	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx

Notez les exigences illustrées.

- L'état de la situation financière est clairement identifié.

Les informations suivantes sont affichées bien en évidence :

- Le nom de l'entité déclarante ;
- Les états financiers couvrent l'entité économique ;
- La date de clôture (appropriée pour cette composante des états financiers) ;
- La monnaie de présentation ; et
- Le niveau d'arrondi utilisé.

Les messages clés affichés incluent :

- Distinction entre actifs et passifs courants et non courants ; et
- Actif net/capitaux propres.

IPSAS 1 exige que la présentation de sous-classifications spécifiques d'actifs, de passifs et d'actifs nets/capitaux propres soit indiquée dans le corps de l'état. Cela n'a pas été illustré en raison du manque d'espace.

Statement of Financial Performance

- Au minimum, le texte de la déclaration comprend :
 - Revenus
 - Frais financiers
 - Quote-part de résultat des entreprises associées et coentreprises
 - Gain ou perte attribuable à la cession d'actifs ou à l'arrêt d'activités
 - Excédent ou déficit
- Des éléments supplémentaires sont présentés s'ils sont pertinents pour la compréhension des utilisateurs des aspects financiers. performance

Normalement, tous les éléments de produits et de charges comptabilisés au cours d'une période sont inclus dans l'excédent ou le déficit. Cela inclut les effets des changements dans les estimations comptables. Toutefois, des circonstances peuvent exister dans lesquelles des éléments peuvent être exclus du surplus ou du déficit pour la période en cours. IPSAS 3, Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs, traite de deux de ces circonstances : la correction des erreurs et l'effet des changements de méthodes comptables.

D'autres IPSAS traitent d'éléments qui peuvent répondre aux définitions de produits ou de dépenses, mais qui sont généralement exclus de l'excédent ou du déficit. Par exemple, les surplus de réévaluation résultant de l'adoption du modèle de réévaluation. (voir IPSAS 17, Immobilisations corporelles).

Veuillez noter qu'il existe des exigences supplémentaires pour les entités qui ont adopté IPSAS 41, Instruments financiers. (la date d'entrée en vigueur est le 1er janvier 2023). Les éléments supplémentaires à présenter sont :

- Présenter séparément dans les revenus les revenus d'intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif ; et les gains et pertes résultant de la décomptabilisation des actifs financiers évalués au coût amorti ;
- Pertes de valeur ; et
- Gains ou pertes résultant du reclassement d'actifs financiers en actifs financiers évalués à la juste valeur par excédent ou déficit.

Des postes, titres et sous-totaux supplémentaires sont inclus dans l'état de la performance financière, et les descriptions utilisées et l'ordre des éléments sont modifiés lorsque cela est nécessaire pour expliquer les éléments de performance. Les facteurs à prendre en compte comprennent l'importance relative ainsi que la nature et la fonction des composantes des revenus et des dépenses.

Items Presented on Face or in Notes

- Chiffre d'affaires par opérations
 - Analyse des dépenses classées par nature ou fonction
- Revenus et dépenses importants tels que
 - Chiffre d'affaires par opérations
 - Dépréciations et reprises
 - Coûts de restructuration
 - Plus ou moins-values de cession
 - Reprises de provisions
 - Autres éléments inhabituels ou matériels

Lorsque les éléments de produits et de charges sont significatifs, leur nature et leur montant doivent être indiqués séparément.

Exemples:

- a) Les dépréciations des stocks à la valeur nette de réalisation ou des immobilisations corporelles à la valeur recouvrable ou à la valeur de service recouvrable, selon le cas, ainsi que les reprises de ces dépréciations ;
- b) Restructurations des activités d'une entité et reprises d'éventuelles provisions pour coûts de restructuration ;
- c) Cessions d'immobilisations corporelles ;
- d) Privatisations ou autres cessions d'investissements ;
- e) Arrêt des opérations ;
- f) Règlements des litiges ; et
- g) Autres reprises de provisions.

Une entité doit présenter, soit dans l'état des résultats financiers, soit dans les notes annexes, une sous-classification du chiffre d'affaires total, classée d'une manière appropriée aux opérations de l'entité.

Les dépenses sont sous-classées pour mettre en évidence les coûts et les recouvrements de coûts de programmes, d'activités ou d'autres segments pertinents de l'entité présentant les états financiers. Cette analyse est fournie de deux manières.

La première forme d'analyse est la méthode de la nature des dépenses où les dépenses sont regroupées selon leur nature (par exemple, amortissement, achats de matériaux, frais de transport, avantages sociaux et frais de publicité) et ne sont pas réaffectées entre différentes fonctions au sein de l'entité. Cette méthode peut être simple car aucune allocation de dépenses aux classifications fonctionnelles n'est nécessaire.

La deuxième option est la fonction de méthode des dépenses et classe les dépenses selon le programme ou le but pour lequel elles ont été effectuées. Cette méthode peut fournir des informations plus pertinentes aux utilisateurs que la classification des dépenses par nature, mais l'allocation des coûts aux fonctions peut nécessiter des allocations arbitraires et nécessite beaucoup de jugement. Les dépenses associées aux principales fonctions exercées par l'entité sont présentées séparément. Dans l'exemple des diapositives, l'entité a des fonctions liées à la fourniture de soins de santé et les services d'éducation.

Le choix entre la méthode de fonction de la dépense et la méthode de la nature de la dépense dépend de facteurs historiques et réglementaires ainsi que de la nature de l'entité. La direction doit sélectionner la présentation la plus pertinente et la plus fiable.

Expenses Classified by Nature

Revenus	<u>x, xxx, xxx</u>
Dépenses	
Avantages sociaux	(x, xxx, xxx)
Subventions et autres paiements de transfert	(x, xxx, xxx)
Dépréciation et amortissement	(x, xxx, xxx)
Autres dépenses	<u>(x, xxx, xxx)</u>
Dépenses totales	(x, xxx, xxx)
Déficit excédentaire)	<u>x, xxx, xxx</u>

Expenses by Functional Classification

Revenus	<u>x, xxx, xxx</u>
Dépenses	
Santé	(x, xxx, xxx)
Éducation	(x, xxx, xxx)
Protection sociale	<u>(x, xxx, xxx)</u>
Autres dépenses	(x, xxx, xxx)
Dépenses totales	(x, xxx, xxx)
Déficit excédentaire)	<u>x, xxx, xxx</u>

Public Sector Entity Consolidated Statement of Financial Performance

Pour l'exercice clos le 31 décembre 20X2 (en milliers d'unités monétaires)

	20X2	20X1
Revenus		
Impôts	x, xxx, xxx x,	xxx, xxx
Frais, amendes, pénalités et licences	x,xxx,xxx x,xxx,xxx	
Transferts d'autres gouvernements	x,xxx,xxx x,xxx,xxx	
Autre revenu	x, xxx, xxx x,	xxx, xxx
Revenu total	x, xxx, xxx x,	xxx, xxx
Dépenses		
Gouvernement général	x, xxx, xxx x,	xxx, xxx
Ordre public et sécurité	x, xxx, xxx x,	xxx, xxx
Protection sociale	x, xxx, xxx x,	xxx, xxx
Dépenses totales	x, xxx, xxx x,	xxx, xxx
Excédent/Déficit pour la période	x, xxx, xxx x,	xxx, xxx

Notez les exigences IPSAS 1 illustrées. Par exemple,

- a) État de la performance financière clairement identifié.
- b) Les informations suivantes sont affichées bien en évidence :
 - (i) Le nom de l'entité déclarante ;
 - (ii) Les états financiers couvrent l'entité économique (états consolidés) ;
 - (iii) La date de clôture (appropriée pour cette composante des états financiers) ;
 - (iv) La devise de présentation ; et
 - (v) Le niveau d'arrondi utilisé.
- c) Messages clés affichés
 - (i) les revenus comptabilisés dans la période
 - (ii) le coût des services gouvernementaux fournis au cours de la période
 - (iii) excédent ou déficit d'exploitation

L'état de la performance financière rend compte de l'excédent ou du déficit des opérations de la période comptable. Il mesure, en termes monétaires, la mesure dans laquelle une entité a maintenu ses actifs nets au cours de la période. L'entité présente les revenus par source comptabilisés dans la période, le coût des services fournis au cours de la période par fonction et la différence entre eux. Étant donné que l'entité présente les dépenses par fonction, la nature des dépenses est divulguée dans les notes ou dans les annexes supplémentaires aux états financiers.

Statement of Changes in Net Assets/Equity

État de l'évolution de l'actif net/capitaux propres obligatoirement visible 1. Excédent ou déficit de la période

2. Produits et charges comptabilisés directement dans l'actif net/capitaux propres 3. Total des produits et charges de la période (la somme ci-dessus) – attribuable aux propriétaires & aux intérêts minoritaires
4. Effet des changements de méthodes comptables

Parce qu'il est important de prendre en compte tous les éléments de produits et de charges lors de l'évaluation des changements dans la situation financière d'une entité entre deux dates de clôture, un état des variations de l'actif net/capitaux propres qui met en évidence le total des produits et charges d'une entité, y compris ceux qui sont comptabilisés directement en résultat net. des actifs/capitaux propres sont requis.

Les variations de l'actif net/des capitaux propres d'une entité entre deux dates de clôture reflètent l'augmentation ou la diminution de son actif net au cours de la période. D'autres IPSAS peuvent exiger que certains éléments (tels que les augmentations et les diminutions de réévaluation) soient comptabilisés directement en tant que variations de l'actif net/des capitaux propres.

Une entité doit présenter un état de l'évolution de l'actif net/des capitaux propres indiquant au recto :

- a) Excédent ou déficit de la période ; b) Chaque élément de produit et de charge de la période qui, comme l'exigent d'autres normes, est comptabilisé directement dans l'actif net/capitaux propres, ainsi que la somme de ces éléments ;
- c) Total des revenus et dépenses pour la période (calculé comme la somme de (a) et (b)), montrant séparément les montants totaux attribuables aux propriétaires de l'entité contrôlante et aux intérêts minoritaires ; et
- d) Pour chaque composante de l'actif net/capitaux propres présentée séparément, les effets des changements de méthodes comptables et des corrections d'erreurs comptabilisés conformément à IPSAS 3.

Statement of Changes in Net Assets/Equity (continued)

Sur le visage ou en notes

1. Transactions avec les propriétaires, montrant les distributions séparément
2. Solde des excédents ou déficits accumulés en début et en fin de période et évolution au cours de la période
3. Rapprochement pour chaque composante de l'actif net/capitaux propres début et fin

Présent sur le visage ou dans les notes :

- a) Montants des transactions avec les propriétaires agissant en leur qualité de propriétaires, faisant apparaître les distributions aux propriétaires séparément ;
- b) Solde des surplus ou des déficits accumulés au début de la période et à la date de clôture, ainsi que les changements au cours de la période ; et

- c) Dans la mesure où les éléments de l'actif net/des capitaux propres sont présentés séparément, le rapprochement entre la valeur comptable de chaque composante de l'actif net/capitaux propres au début et à la fin de la période, en présentant séparément chaque changement.

Public Sector Entity Consolidated Statement of Changes in Net Assets/Equity

Pour l'exercice clos le 31 décembre 20X2 (en milliers d'unités monétaires)

	Réserve	Acc Excédent Déficit	Total
Solde au 31 décembre 20X0	x,xxx	x,xxx	x,xxx
Changements de méthode comptable		xxx	xxx
Solde retraité au 31 décembre 20X0	x,xxx	x,xxx	x,xxx
Variation de l'actif net/capitaux propres de la période			
Excédent/Déficit pour la période		x,xxx	x,xxx
Solde au 31 décembre 20X1	x,xxx	x,xxx	x,xxx
Variation de l'actif net/capitaux propres de la période			
Excédent/Déficit pour la période		x,xxx	x,xxx
Solde au 31 décembre 20X2	x,xxx	x,xxx	x,xxx

Notez les exigences illustrées :

- a) L'état des variations de l'actif net/des capitaux propres est clairement identifié.
- b) Les informations suivantes sont affichées bien en évidence :
 - (i) Le nom de l'entité déclarante ;
 - (ii) Les états financiers couvrent l'entité économique ;
 - (iii) La date de clôture (appropriée pour cette composante des états financiers) ;
 - (iv) La devise de présentation ; et
 - (v) Le niveau d'arrondi utilisé.
- c) Messages clés affichés :
 - (i) Les variations de l'actif net/des capitaux propres d'une entité entre deux dates de clôture ; et.
 - (ii) Si la position nette d'actif/capitaux propres a été maintenue au cours de la période.

Cette illustration suppose un ajustement du solde déclaré précédemment en raison d'un changement de méthode comptable conformément à IPSAS 3.

La variation de l'actif net/capitaux propres pour chaque période présentée résulte uniquement d'un excédent ou d'un déficit. Il n'existe pas d'éléments de produits et de charges pour les périodes présentées qui, comme l'exigent d'autres normes, soient comptabilisés directement en actif net/capitaux propres. Par conséquent, le total des recettes et des dépenses de la période constitue l'excédent de la période. Dans cette illustration, aucun montant n'est attribuable aux propriétaires de l'entité contrôlante et aux intérêts minoritaires.



Notes to Financial Statements

- Présenter des informations sur la base de préparation des états financiers et les méthodes comptables spécifiques
- Divulguer les informations requises non présentées dans les déclarations et
- Fournir des informations supplémentaires
- Jugements importants rendus
- Informations sur l'incertitude de l'estimation

Les notes et tableaux qui font partie intégrante des états financiers fournissent les informations nécessaires à une présentation fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation de l'actif net/des capitaux propres et des flux de trésorerie d'une entité.

Ils sont utiles pour clarifier et expliquer les éléments des états financiers et font des références croisées aux éléments spécifiques des états financiers auxquels ils se rapportent. Elles ont la même signification que si les informations ou explications étaient contenues dans le corps même des déclarations.

Les notes doivent présenter des informations sur la base de préparation des états financiers et les méthodes comptables spécifiques utilisées.

Les notes sont normalement présentées dans l'ordre suivant, ce qui aide les utilisateurs à comprendre les états financiers et à les comparer avec les états financiers d'autres entités :

- a) Une déclaration de conformité aux IPSAS ;
- b) Un résumé des principales méthodes comptables appliquées ;
- c) Informations justificatives des éléments présentés dans le corps de l'état de la situation financière, état de la performance financière, état des variations de l'actif net/des capitaux propres ou des flux de trésorerie relevé, dans l'ordre dans lequel chaque relevé et chaque élément de campagne sont présentés ; et
- d) Autres informations, notamment :
 - je. Passifs éventuels (voir IPSAS 19) et engagements contractuels non comptabilisés ; et
 - ii. Informations non financières, par exemple les objectifs et politiques de gestion des risques financiers de l'entité (voir IPSAS 30).

Dans le processus d'application des méthodes comptables de l'entité, la direction exerce divers jugements, outre ceux impliquant des estimations, qui peuvent affecter de manière significative les montants comptabilisés dans les états financiers. Par exemple, la direction porte des jugements pour déterminer, par exemple, si la substance de la relation entre l'entité présentant les états financiers et d'autres entités indique que ces autres entités sont contrôlées par l'entité présentant les états financiers.

Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur la présentation des états financiers. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

Review Questions

question 1

Une entité a décidé qu'un changement de classification fonctionnelle des dépenses plutôt que de la classification basée sur leur nature serait plus pertinent pour les utilisateurs de ses états financiers.

Quelles sont les exigences d'IPSAS 1 pour effectuer un tel changement ?

question 2

Les IPSAS permettent la compensation des actifs et des passifs ainsi que des produits et des dépenses.

Vrai ou faux? Pourquoi?

question 3

Une entité a constitué une provision pour moins-value pour impôts irrécouvrables.

L'entité peut-elle déduire la provision pour moins-value de l'actif d'impôts à recevoir à des fins de présentation dans son état de la situation financière ? Pourquoi?

Question 4

Selon IPSAS 1 et d'autres IPSAS, les informations requises peuvent être fournies soit dans le corps des états financiers, soit dans les notes.

Vrai ou faux? Pourquoi?

Question 5

Un gouvernement dispose d'un inventaire de terrains industriels aménagés destinés à la revente. À la date de clôture, le gouvernement a publiquement encouragé la vente du terrain. Il existe un marché actif pour les terrains, même si, en raison de la nature du marché, une vente peut prendre plus de 12 mois.

Le terrain destiné à la revente est-il un actif circulant ?

Answers to Review Questions

question 1

Lorsque la présentation ou la classification des éléments des états financiers est modifiée, les montants comparatifs doivent être reclassés. Lorsque les montants comparatifs sont reclassés, une entité doit indiquer :

- a) La nature du reclassement ;
- b) Le montant de chaque élément ou catégorie d'éléments reclassé ; et
- c) Le motif du reclassement. (IPSAS 1, paragraphe 55)

question 2

La réponse est fausse (même s'il existe des exceptions limitées).

Il est important que les actifs et les passifs, ainsi que les revenus et les dépenses, soient déclarés séparément, même s'il existe des exceptions. La compensation dans l'état des résultats financiers ou dans l'état de la situation financière, sauf lorsque la compensation reflète la substance de la transaction ou d'un autre événement, nuit à la capacité des utilisateurs à la fois (a) de comprendre les transactions, autres événements et conditions qui se sont produits, et (b) évaluer les flux de trésorerie futurs de l'entité.

Certaines transactions qu'une entité entreprend ne génèrent pas de revenus mais sont accessoires aux principales activités génératrices de revenus. Les résultats de ces transactions sont présentés, lorsque cette présentation reflète la substance de la transaction ou de tout autre événement, en déduisant tout revenu des dépenses liées découlant de la même transaction. Par exemple, il peut être approprié de comptabiliser les dépenses remboursées dans le cadre d'un accord contractuel avec un tiers tel qu'un accord de garantie du fournisseur.

question 3

La réponse est oui. L'évaluation des actifs nets de dépréciations – par exemple, les provisions pour vétusté sur les stocks et les provisions pour créances douteuses sur les créances – n'est pas une compensation.

Question 4

La réponse est fausse.

IPSAS 1 exige que des informations particulières figurent dans l'état de la situation financière, l'état de la performance financière et l'état des variations de l'actif net/des capitaux propres. D'autres informations peuvent être fournies soit dans le texte même de ces déclarations, soit dans les notes. (IPSAS 1, paragraphe 59) Les préparateurs d'états financiers doivent vérifier les exigences d'information des autres IPSAS pour déterminer la présentation appropriée des informations requises.

Question 5

Les terrains industriels aménagés peuvent être classés comme courants car ils devraient être réalisés au cours du cycle d'exploitation normal de l'entité.

Cash Flow Statement



Cash Flow Statement

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

Ce module couvre les exigences d' **IPSAS 2**,

États des flux de trésorerie.



Objective of Cash Flow Statement

- Obligatoire
- Fournit aux utilisateurs une base pour évaluer la manière dont l'entité génère et utilise de la trésorerie.
- Les utilisateurs peuvent évaluer l'effet des activités sur la situation financière.
- L'information a une valeur prédictive
 - Montants, calendrier et certitude des flux de trésorerie futurs
 - Besoins de trésorerie futurs
 - Durabilité des activités

Les utilisateurs des états financiers d'une entité s'intéressent généralement à la manière dont l'entité génère et utilise la trésorerie et les équivalents de trésorerie.

Le tableau des flux de trésorerie identifie

- a) les sources des entrées de trésorerie,
- b) les éléments pour lesquels des espèces ont été dépensées au cours de la période de reporting, et
- c) le solde de trésorerie à la date de clôture.

Le tableau des flux de trésorerie présente les soldes d'ouverture et de clôture de trésorerie et équivalents de trésorerie et montre les changements au cours de la période.

Les utilisateurs s'intéressent à l'impact des activités sur la situation financière de l'entité.

Les informations sur les flux de trésorerie ont une valeur prédictive. Bien qu'il fournisse des informations historiques sur l'évolution de la trésorerie et des équivalents de trésorerie d'une entité, l'état des flux de trésorerie peut être utilisé pour prédire :

- a) les montants et le calendrier des flux de trésorerie futurs ;
- b) les besoins de trésorerie futurs ;
- c) capacité à financer des changements dans la portée et la nature de ses activités ; et
- d) la durabilité des activités de l'entité.

Cash and Cash Equivalents

Espèces <ul style="list-style-type: none"> • Espèces • Dépôts à vue 	Equivalents de trésorerie <ul style="list-style-type: none"> • Placements liquides à court terme (3 mois ou moins) • Facilement convertible • Risque insignifiant
Les composants doivent être divulgués	

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. Les équivalents de trésorerie sont :

- des placements à court terme très liquides, facilement convertibles en montants de liquidités connus ;
- soumis à un risque non significatif de changement de valeur ; et
- détenus dans le but de faire face à des engagements de trésorerie à court terme plutôt qu'à des fins d'investissement ou d'autres fins.

Pour qu'un investissement soit considéré comme un équivalent de trésorerie :

- a) il doit être facilement convertible en un montant connu en espèces ;
- b) avoir une échéance inférieure à 3 mois ; et
- c) être soumis à un risque non significatif de changement de valeur. (IPSAS 2, paragraphe 9)

Illustrative Examples Cash and Cash Equivalents

Scénario 1

Une entité acquiert une obligation d'État à taux fixe de trois ans sur un marché actif deux mois avant son échéance.

- L'obligation est-elle en espèces et équivalente en espèces ? Expliquer.

Répondre:

L'investissement est un équivalent de trésorerie. Il est à court terme (date d'échéance dans les deux mois suivant la date d'achat), très liquide (négocié sur un marché actif), facilement converti en un montant connu de liquidités (capital plus intérêts à l'échéance ou à la valeur marchande s'il est vendu avant l'échéance) et soumis à un risque insignifiant de changement de valeur (obligation d'État à taux d'intérêt fixe proche de l'échéance peu susceptible de fluctuer de manière significative en valeur).

Illustrative Examples Cash and Cash Equivalents

Scénario 2

La banque générale d'une entité oscille entre un solde et un découvert en fonction du cycle des encaissements et des paiements de l'entité. Le découvert est remboursable sur demande.

• Le découvert fait-il partie de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ? Expliquer.

Répondre:

Le découvert bancaire est un équivalent de trésorerie. Elle est remboursable à vue et fait partie intégrante de la gestion de trésorerie de l'entité.

Cash Flow Statement

Déclarer les flux de trésorerie classés par :

- Activités opérationnelles – dérivées des principales activités génératrices de trésorerie, par exemple les revenus taxes, paiements aux fournisseurs
- Activités d'investissement - achat/vente d'actifs et autres investissements à long terme pour ressources contribuant à la prestation future des services
- Activités de financement – changements dans la taille et la composition du capital d'apport et des emprunts de l'entité (par exemple, paiement d'intérêts ; émission de dette)

Les flux de trésorerie découlant des activités d'exploitation sont un indicateur clé de la mesure dans laquelle les opérations sont financées par les revenus de la période. Le montant des flux de trésorerie nets d'exploitation permet de montrer :

- a) la capacité de l'entité à maintenir sa capacité opérationnelle, à rembourser ses obligations et à en créer de nouvelles investissements, sans recours à des sources de financement externes ; et
- b) une indication de la mesure dans laquelle une entité a financé ses activités courantes au cours de la période en cours revenus (p. ex., fiscalité, frais et frais de service, revenus de placement, etc.)

Les informations sur les composantes spécifiques des flux de trésorerie d'exploitation historiques sont utiles, conjointement avec d'autres informations, pour prévoir les flux de trésorerie d'exploitation futurs.

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles proviennent principalement des principales activités génératrices de trésorerie de l'entité. Des exemples de flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles sont :

- a) Les rentrées de fonds provenant des impôts, prélèvements et amendes ;
- b) Les rentrées de fonds provenant des charges liées aux biens et services fournis par l'entité ;
- c) Recettes de trésorerie provenant de subventions ou de transferts et autres crédits¹ ou autres autorisations budgétaires accordées par le gouvernement central ou d'autres entités du secteur public ;
- d) Les rentrées de fonds provenant des redevances, frais, commissions et autres revenus ;
- e) Paiements en espèces à d'autres entités du secteur public pour financer leurs opérations (hors prêts) ;
- f) Paiements en espèces aux fournisseurs de biens et de services ;
- g) Paiements en espèces aux employés et en leur nom.

¹ Dans certaines juridictions, il peut ne pas y avoir de distinction claire entre les crédits ou les autorisations budgétaires pour les activités courantes, les travaux d'investissement et le capital d'apport. Dans ces cas, le crédit ou l'autorisation budgétaire doit être classé comme flux de trésorerie liés à l'exploitation, et ce fait doit être divulgué dans les notes annexes aux états financiers. (IPSAS 2, paragraphe 24).

Les activités d'investissement sont l'acquisition et la cession d'actifs à long terme et d'autres investissements non inclus dans les équivalents de trésorerie.

La présentation distincte des flux de trésorerie découlant des activités d'investissement est importante car les flux de trésorerie représentent la mesure dans laquelle des sorties de trésorerie ont été réalisées pour des ressources destinées à contribuer à la prestation future de services de l'entité.

Seules les sorties de trésorerie qui donnent lieu à un actif comptabilisé dans l'état de la situation financière peuvent être classées comme activités d'investissement.

Les exemples les plus courants de flux de trésorerie découlant des activités d'investissement sont :

- a) Les paiements en espèces pour l'acquisition et les encaissements provenant de la vente d'immobilisations corporelles, d'actifs incorporels et d'autres actifs à long terme ;
- b) Paiements en espèces pour l'acquisition et encaissements pour la vente d'investissements à long terme (à l'exclusion de ceux classés comme équivalents de trésorerie ou ceux détenus à des fins de transaction ou de négociation) ;
- c) Avances de fonds et prêts consentis et encaissements provenant du remboursement des avances et prêts consentis à des tiers. (IPSAS 2, paragraphe 25)

Activités de financement - Flux de trésorerie qui entraînent des changements dans la taille et la composition du capital d'apport et des emprunts de l'entité.

Voici des exemples de flux de trésorerie découlant des activités de financement :

- a) Le produit en espèces provenant de l'émission de débentures, de prêts, de billets, d'obligations, d'hypothèques et d'autres titres à court ou à long terme. emprunts à terme ;
- b) Remboursements en espèces des sommes empruntées ; et
- c) Paiements en espèces effectués par un preneur pour la réduction du passif impayé relatif à un contrat de location-financement. (IPSAS 2, paragraphe 26)

Les informations à fournir sur les flux de trésorerie découlant des activités de financement sont utiles pour prévoir les créances sur les flux de trésorerie futurs des fournisseurs de capitaux de l'entité. Par exemple, les entrées provenant de l'émission de débentures, de prêts, de billets, d'obligations, d'hypothèques et d'autres emprunts à court ou à long terme entraîneront des sorties futures pour le remboursement du principal et le service de la dette.

Reporting Operating Activities

<p>Méthode directe</p> <p>Divulgue</p> <ul style="list-style-type: none"> • principales catégories de rentrées de fonds brutes • paiements bruts en espèces 	<p>Méthode indirecte</p> <p>Excédent/déficit ajusté pour</p> <ul style="list-style-type: none"> • transactions non monétaires • les reports • régularisations
Utilisation de la méthode directe préférée	

Selon la méthode directe, des informations sont présentées sur les principales catégories de produits d'exploitation, de dépenses d'exploitation et d'autres éléments dans l'état de la performance financière, à l'exception des éléments de produits ou de dépenses associés aux flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

Selon la méthode indirecte, le flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles est déterminé en ajustant le résultat net des activités ordinaires des effets de :

- a) Variations de la période des stocks et des créances et dettes d'exploitation ;
- b) Éléments non monétaires tels que les amortissements, les provisions, les impôts différés, les gains de change latents et pertes, excédents non distribués des entreprises associées et intérêts minoritaires ; et
- c) Tous les autres éléments pour lesquels les effets de trésorerie concernent les flux de trésorerie d'investissement ou de financement. (IPSAS 2, paragraphe 30)

Les entités sont encouragées à déclarer les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles en utilisant la méthode directe. La méthode directe fournit des informations qui (a) peuvent être utiles pour estimer les flux de trésorerie futurs et (b) ne sont pas disponibles selon la méthode indirecte.

Public Sector Entity Consolidated Statement of Cash Flows (Direct Method)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 20X2 (en milliers d'unités monétaires)

	20X2	20X1
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Reçus		
Frais, amendes, pénalités et licences	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Autre revenu	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Paiements		
Coûts de personnel	(x,xxx,xxx)	(x, xxx, xxx)
Autres dépenses	(x,xxx,xxx)	(x, xxx, xxx)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Achat d'installations et d'équipements	(x, xxx, xxx)	(x, xxx, xxx)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'emprunt	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Trésorerie début de période	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Trésorerie, fin de période	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx

L'exemple illustratif est basé sur l'approche privilégiée par l'IPSASB de la méthode directe de présentation des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Notez les exigences de divulgation illustrées.

Les exigences de divulgation suivantes sont illustrées.

- a) État des flux de trésorerie clairement identifié.
- b) Les informations suivantes sont affichées bien en évidence :
 - (i) Le nom de l'entité déclarante ;
 - (ii) Les états financiers couvrent l'entité économique (états consolidés) ;
 - (iii) La date de clôture (appropriée pour cette composante des états financiers) ;
 - (iv) La devise de présentation ; et
 - (v) Le niveau d'arrondi utilisé.
- c) Messages clés affichés
 - (i) des informations sur les principales catégories de recettes d'exploitation, de dépenses d'exploitation et d'autres éléments.
flux de trésorerie
 - (ii) flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement
 - (iii) le solde d'ouverture et de clôture de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

Les directives de mise en œuvre de l'IPSAS 2, États des flux de trésorerie, donnent un exemple plus robuste d'un tableau des flux de trésorerie pour la méthode directe et la méthode indirecte.

Public Sector Entity Consolidated Statement of Cash Flows (Indirect Method)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 20X2 (en milliers d'unités monétaires)

	20X2	20X1
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Excédent déficitaire de la période	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Ajustements pour éléments hors trésorerie		
La charge d'amortissement	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Augmentation des créances	(x, xxx, xxx)	(x, xxx, xxx)
Augmentation des dettes	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Achat d'installations et d'équipements	(x, xxx, xxx)	(x, xxx, xxx)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Produit de l'emprunt	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Trésorerie début de période	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx
Trésorerie, fin de période	x, xxx, xxx	x, xxx, xxx

L'exemple illustratif est basé sur l'approche alternative de l'IPSASB de la méthode indirecte de présentation des flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles.

Les exigences de divulgation suivantes sont illustrées.

- a) État des flux de trésorerie clairement identifié.
- b) Les informations suivantes sont affichées bien en évidence :
 - (i) Le nom de l'entité déclarante ;
 - (ii) Les états financiers couvrent l'entité économique (états consolidés) ;
 - (iii) La date de clôture (appropriée pour cette composante des états financiers) ;
 - (iv) La devise de présentation ; et
 - (v) Le niveau d'arrondi utilisé.
- c) Messages clés affichés
 - (i) flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement
 - (ii) le solde d'ouverture et de clôture de la trésorerie et des équivalents de trésorerie

Les directives de mise en œuvre de l'IPSAS 2, États des flux de trésorerie, donnent un exemple plus robuste d'un tableau des flux de trésorerie pour la méthode directe et la méthode indirecte.

Netting

Les flux de trésorerie peuvent être déclarés sur une base nette lorsque :

- Les encaissements encaissés et les paiements effectués pour le compte de tiers (par exemple, encaissement de taxes par un niveau de gouvernement pour un autre niveau de gouvernement)
- Encaissements et paiements lorsque
 - Le turnover est rapide
 - Les montants sont importants
 - Les maturités sont courtes
 (par exemple achat et vente de placements)

Les flux de trésorerie peuvent être déclarés sur une base nette lorsque :

- a) Les encaissements encaissés et les paiements effectués pour le compte de tiers reflètent les activités de l'autre fête; et
- b) Les entrées et sorties de fonds pour les postes dans lesquels la rotation est rapide, les montants sont importants et les échéances sont courtes (par exemple achat et vente de placements).

Le point (a) fait uniquement référence aux transactions pour lesquelles les soldes de trésorerie qui en résultent sont contrôlés par l'entité déclarante. Voici des exemples de ces encaissements et paiements :

- a) La perception d'impôts par un niveau de gouvernement pour un autre niveau de gouvernement, à l'exclusion des impôts collectés par un gouvernement pour son propre usage dans le cadre d'un accord de partage des impôts ;
- b) L'acceptation et le remboursement des dépôts à vue d'une institution financière publique ;

- c) Fonds détenus pour les clients par une entité d'investissement ou de fiducie ; et
- d) Loyers perçus pour le compte et reversés aux propriétaires des immeubles.

Des exemples d'encaissements et de paiements visés au point (b) sont les avances faites et le remboursement de :

- a) L'achat et la vente de placements ; et
- b) Autres emprunts à court terme, par exemple ceux dont l'échéance est de trois mois ou moins.

Disclosures

- Variations des passifs résultant des activités de financement
- Éléments de trésorerie et équivalents de trésorerie
- Informations supplémentaires utiles aux utilisateurs pour comprendre la situation financière et liquidité de l'entité
 - Montant des facilités d'emprunt non utilisées et restrictions
 - Flux de trésorerie liés aux participations dans les coentreprises
 - Montant et nature des soldes de trésorerie affectés
- Rapprochement de l'excédent/déficit avec les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles lorsque la méthode directe est utilisée

Les entités doivent fournir des informations pour permettre aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les variations des passifs découlant des activités de financement. Cela doit inclure à la fois les changements résultant des flux de trésorerie et les changements non monétaires.

Une entité doit fournir des informations sur les composantes de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

Des informations supplémentaires peuvent être utiles aux utilisateurs pour comprendre la situation financière et la liquidité d'une entité. La divulgation de ces informations, accompagnée d'une description dans les notes annexes aux états financiers, est encouragée et peut inclure :

- a) Le montant des facilités d'emprunt non utilisées qui peuvent être disponibles pour les activités d'exploitation futures et pour régler les engagements en capital, en indiquant toute restriction sur l'utilisation de ces facilités ;
- b) Les montants globaux des flux de trésorerie provenant de chacune des activités d'exploitation, d'investissement et de financement liés aux participations dans des coentreprises présentés selon la méthode de la consolidation proportionnelle ; et
- c) Le montant et la nature des soldes de trésorerie affectés.

Les entités déclarant les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles selon la méthode directe sont également incitées à fournir un rapprochement, soit dans le tableau des flux de trésorerie, soit en annexe, de l'excédent/déficit des activités ordinaires avec les flux nets de trésorerie liés aux activités opérationnelles. Le rapprochement est préparé de la même manière que la méthode indirecte de présentation d'un tableau des flux de trésorerie.

Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB <http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur le tableau des flux de trésorerie. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

Review Questions

question 1

Les entités sont encouragées à déclarer les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles en utilisant la méthode directe.

Quelle affirmation décrit le mieux cette méthode de reporting ? a) Un rapprochement de l'excédent/déficit avec les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation b) L'excédent ou le déficit de la période est ajusté des effets des transactions non monétaires, des reports c) Les principaux flux de trésorerie provenant des produits d'exploitation, des dépenses et d'autres éléments de l'état de finances les performances sont rapportées.

question 2

Parmi les éléments suivants, lesquels correspondent aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ?

a) Recettes en espèces provenant d'impôts, prélèvements, amendes, frais b) Transferts en espèces (à l'exclusion du capital) effectués vers d'autres entités du secteur public c) Paiements en espèces pour salaires, traitements et avantages sociaux d) Paiements en espèces des intérêts et du principal e) Recettes en espèces provenant de la vente des immobilisations corporelles f) Éléments a, b et c g) Toutes ces réponses

question 3

Parmi les éléments suivants, lesquels correspondent à des flux de trésorerie provenant d'activités d'investissement ?

a) Paiements en espèces pour acquérir des immobilisations corporelles ; b) Gain ou perte sur vente d'immobilisations corporelles ; c) Le produit en espèces provenant de l'émission de débentures pour l'acquisition d'immobilisations corporelles ; d) Les paiements en espèces qui réduisent le passif impayé au titre d'un contrat de location-financement ; e) Les éléments a et b ci-dessus ; f) Tout ce qui précède.

Answers to Review Questions

question 1

La réponse est (c).

Selon la méthode directe, les flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation comprennent des informations sur les principales catégories de produits d'exploitation, de dépenses d'exploitation et d'autres éléments de l'état de la performance financière, à l'exception des éléments de produits ou de dépenses associés aux flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

Grâce à la méthode directe, des informations sur les principales catégories de rentrées de fonds brutes et de paiements en espèces bruts peuvent être obtenues soit :

- a) À partir des registres comptables de l'entité ; ou
- b) En ajustant les produits d'exploitation, les dépenses d'exploitation (intérêts et produits assimilés, et charges d'intérêts et charges assimilées pour une institution financière publique), et d'autres éléments de l'état de la performance financière pour :
 - (i) Variations de la période des stocks et des créances et dettes d'exploitation ;
 - (ii) Autres éléments non monétaires ; et
 - (iii) Autres éléments pour lesquels les effets de trésorerie sont des flux de trésorerie d'investissement ou de financement.

Selon la méthode indirecte, le flux net de trésorerie provenant des activités opérationnelles est déterminé en ajustant le résultat net des activités ordinaires des effets de :

- a) Variations de la période des stocks et des créances et dettes d'exploitation ;
- b) Éléments hors trésorerie tels que les amortissements, les provisions, les impôts différés, les gains et pertes de change latents, les excédents non distribués des entreprises associées et les intérêts minoritaires ;
- c) Tous les autres éléments pour lesquels les effets de trésorerie sont des flux de trésorerie d'investissement ou de financement ; et
- d) L'impact de tout élément extraordinaire classé comme flux de trésorerie opérationnels.

question 2

La réponse est (f).

Les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles proviennent principalement des principales activités génératrices de trésorerie de l'entité. Pour d'autres exemples de flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles, se référer à IPSAS 2, paragraphe 22.

Les remboursements en espèces des montants empruntés constituent des activités de financement. Les encaissements provenant de la vente d'immobilisations corporelles sont des activités d'investissement.

question 3

La réponse est (a).

Paiements en espèces pour acquérir des immobilisations corporelles, des actifs incorporels et d'autres actifs à long terme

Le gain ou la perte sur cession d'immobilisations corporelles est une transaction sans effet de trésorerie. Les recettes réelles provenant de la cession d'immobilisations corporelles constituent un flux de trésorerie provenant d'une activité d'investissement.

Le produit en espèces provenant de l'émission de débentures pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et les paiements en espèces qui réduisent le passif impayé en vertu d'un contrat de location-financement sont tous deux des activités de financement.

Related Party Disclosures



Related Party Transactions IPSAS 20

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

IPSAS 20, Informations relatives aux parties liées, contient des exigences sur la divulgation des relations avec les parties liées et de certaines transactions avec des parties liées.

L'application d'IPSAS 20 implique d'identifier les parties liées (les entités contrôlées et contrôlantes de l'entité présentant les états financiers, les entreprises associées et les principaux dirigeants ainsi que les membres de leur famille proche) et de fournir les informations requises à leur sujet.

Pour se conformer à la norme, une entité déclarante devra mettre en place :

- Mécanismes permettant d'identifier les transactions entre parties liées qui ne sont pas réalisées dans les paramètres de les procédures opérationnelles normales/le mandat de l'entité déclarante ; et
- Registres des rémunérations et avantages reçus par les principaux dirigeants et leurs les membres de la famille proche, de l'entité déclarante.



Objective

- Divulguer l'existence de parties liées sur lesquelles le contrôle existe – en identifiant les parties qui contrôler ou influencer de manière significative
- Divulguer des informations sur les transactions entre parties liées – déterminer ce qu'il faut divulguer
- La substance plus que la forme

Des relations avec des parties liées existent dans tout le secteur public. Les ministres et autres membres élus/nommés du gouvernement et de la haute direction peuvent exercer une influence significative sur les opérations des ministères gouvernementaux et d'autres entités.

Les départements et entités gouvernementaux mènent fréquemment les activités nécessaires à l'exercice de leurs responsabilités et à la réalisation de leurs objectifs par l'intermédiaire d'entités contrôlées distinctes et d'entités sur lesquelles ils exercent une influence notable.

IPSAS 20 exige de fournir des informations sur l'existence de relations avec des parties liées lorsqu'un contrôle existe, et de fournir des informations sur les transactions entre l'entité et ses parties liées dans certaines circonstances. Ces informations sont nécessaires à des fins de responsabilisation et pour faciliter une meilleure compréhension de la situation financière et de la performance de l'entité présentant les états financiers.

La divulgation des transactions avec les principaux dirigeants et les membres de leur famille proche vise à réduire le risque que ces parties liées concluent des transactions qui exposent l'entité à des risques ou sont à des conditions plus favorables que d'habitude.

Defining Related Parties

Parties considérées comme liées si l'une des parties a la capacité de :

- Contrôler l'autre partie ou
- Exercer une influence notable

Ou si l'entité partie liée et une autre entité sont soumises à un contrôle commun

L'influence notable est le pouvoir de participer aux décisions de politique financière et opérationnelle d'une entité, mais sans contrôler ces politiques.

L'influence notable peut être exercée de plusieurs manières, généralement par une représentation au conseil d'administration ou dans un organe directeur équivalent, mais aussi, par exemple, par la participation (a) au processus d'élaboration des politiques, (b) aux transactions importantes entre entités au sein d'une entité économique, (c) échange de personnel de direction, ou (d) dépendance à l'égard des informations techniques. Une influence notable peut être obtenue par une participation, une loi ou un accord. S'agissant d'une participation, l'influence notable est présumée conformément à la définition contenue dans IPSAS 36.

Examples of Related Parties

- a) Les entités qui, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs intermédiaires, contrôlent ou sont contrôlées par l'entité déclarante ;
- b) Entreprises associées (voir IPSAS 36, Participations dans des entreprises associées et coentreprises) ;
- c) Les personnes physiques détenant, directement ou indirectement, une participation dans l'entité présentant les états financiers qui leur confère une influence notable sur l'entité, ainsi que les membres proches de la famille de ces personnes ;
- d) Les principaux dirigeants et les membres proches de la famille des principaux dirigeants personnel; et
- e) Entités dans lesquelles une participation substantielle est détenue, directement ou indirectement, par toute personne décrite aux points (c) ou (d), ou sur lesquelles une telle personne est en mesure d'exercer une influence notable.

L'entité déclarante doit créer un processus pour identifier et examiner ses parties liées. Le processus comprendra :

- a) Identifier les entités contrôlées et contrôlantes de l'entité déclarante. IPSAS 35, États financiers consolidés, fournit des indications sur la notion de « contrôle » d'une autre entité à des fins d'information financière ;
- b) Identifier les entreprises associées de l'entité déclarante. IPSAS 36, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises, fournit des indications sur les entreprises associées ;
- c) Identifier les personnes et entités qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité déclarante. IPSAS 37, Partenariats, fournit des indications sur les partenariats. Bien que la définition des parties liées dans IPSAS 20 ne fasse pas spécifiquement référence aux personnes physiques ou aux entités qui exercent un contrôle conjoint sur l'entité présentant les états financiers, aux fins d'IPSAS 20, l'influence notable est définie comme englobant les entités soumises à un contrôle conjoint ;
- d) Tenir un registre des principaux dirigeants de l'entité déclarante et de leur famille proche membres. Ce dossier comprendra des informations sur :

- Le montant des rémunérations et avantages reçus de l'entité déclarante ; et
- Entités dans lesquelles une participation substantielle est détenue (directement ou indirectement) par les principaux dirigeants et leur famille.



Related Party Transactions

- Transfert de ressources ou d'obligations entre parties liées
- Le prix peut être facturé ou non
- Dépendance économique exclue

Les transactions entre parties liées comprennent tous les transferts de ressources ou d'obligations entre parties liées, qu'un prix soit facturé ou non. Toutefois, seules certaines transactions entre parties liées doivent être divulguées dans les états financiers. IPSAS 20 n'exige pas de fournir des informations sur les transactions entre parties liées si elles se déroulent à des conditions normales.

Pour identifier ces types de transactions, l'entité déclarante devra :

- a) Revoir ses relations avec ses parties liées ; et
- b) Identifier ce qui constitue les procédures/mandats opérationnels normaux avec ses parties liées et élaborer de nouvelles politiques pour faire face à toute incertitude.

Si une entité est tenue de tenir un registre des intérêts des élus ou des hauts fonctionnaires, cela constituerait un point de départ utile pour identifier les informations relatives aux principaux dirigeants.



Disclosure

- Responsabilité
- Transparence
- Relations avec les parties liées divulguées
- Transactions divulguées – types, éléments pour clarifier l'importance
- Détails sur les principaux dirigeants

Pour se conformer aux exigences d'information des IPSAS concernant les informations fournies aux parties liées, une entité devra :

- a) Identifiez toutes ses parties liées.
- b) Identifier et conserver des enregistrements des transactions entre parties liées pertinentes. Ces enregistrements devraient contourner:
 - (i) La nature des relations avec les parties liées ;
 - (ii) Types de transactions ayant eu lieu ; et (iii) D'autres éléments des transactions nécessaires pour clarifier l'importance des transactions pour ses opérations, tels que les termes et conditions de ces transactions.

- c) Identifier et divulguer la rémunération globale des principaux dirigeants (voir également IPSAS 39, Avantages du personnel) ainsi que toutes les autres rémunérations et rémunérations versées aux principaux dirigeants et aux membres de leur famille proche.
- d) Identifier les prêts accordés aux principaux dirigeants et aux membres de leur famille proche, dont l'accès n'est pas largement accessible aux personnes extérieures au groupe de direction clé ou qui ne sont pas largement connus du public. La direction doit établir des politiques et des critères sur le moment et la manière dont ces prêts peuvent être approuvés. Une entité fournissant ces types de prêts doit disposer de systèmes capables de générer :
 - (i) Le montant avancé et les modalités de celui-ci ;
 - (ii) Le montant remboursé au cours de la période et le solde de clôture de tous les prêts et créances ; et
 - (iii) Lorsque le destinataire n'est pas membre de l'organe directeur ni ne fait partie du groupe de direction de l'entité, la relation de la personne physique avec l'organe directeur ou le groupe de direction.

Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Cela conclut notre module sur les informations relatives aux parties liées. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

Review Questions

question 1

Une agence gouvernementale divulgue ses relations et transactions avec des parties liées.

Parmi les personnes suivantes, lesquelles sont des

parties liées ? a) Une entreprise détenue par le mari du directeur général d'une agence gouvernementale b) Une entité contrôlée par une agence gouvernementale c) Un associé d'une agence gouvernementale ? d) Un employé junior.

question 2

Les entités sont-elles tenues de collecter des informations sur les transactions avec les principaux dirigeants et les membres de leur famille proche ?

Quels types de transactions doivent être divulgués ?

Answers to Review Questions

question 1

La réponse est (a), (b) et (c).

Voici des exemples de parties liées :

- a) Les entités qui, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un ou plusieurs intermédiaires, contrôlent ou sont contrôlées par, l'entité déclarante ;
- b) Entreprises associées (voir IPSAS 36, Participations dans des entreprises associées et des coentreprises) ;
- c) Les personnes physiques détenant, directement ou indirectement, une participation dans l'entité présentant les états financiers qui leur confère une influence notable sur l'entité, ainsi que les membres proches de la famille de ces personnes ;
- d) Les principaux dirigeants et les membres proches de la famille des principaux dirigeants ; et
- e) Entités dans lesquelles une participation substantielle est détenue, directement ou indirectement, par toute personne décrite aux points (c) ou (d), ou sur lesquelles une telle personne est en mesure d'exercer une influence notable.

question 2

Les informations que les entités devront collecter sur les principaux dirigeants et les membres de leur famille proche sont :

- a) Rémunération et indemnités versées ; et
- b) Prêts qui ne sont pas largement accessibles aux personnes qui ne sont pas des dirigeants clés et prêts dont la disponibilité n'est pas largement connue du public.

Budget Information



Introduction

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.



Presentation of Budget Information

- S'applique aux entités du secteur public qui rendent public leur budget approuvé.
- N'exige pas que les entités mettent à disposition leurs budgets
- N'établit pas d'exigences concernant la base de comptabilité dans un budget ou la présentation des informations dans un budget
- Améliore la transparence des états financiers et démontre la responsabilité

Le budget est un document important pour de nombreux gouvernements. La présentation de comparaisons entre les budgets et les résultats de l'exécution budgétaire améliore la transparence des états financiers et constitue un élément important pour démontrer la responsabilité, en particulier pour les entités qui rendent leurs budgets publics.

Les budgets ne sont pas statiques. Ils sont souvent mis à jour tout au long de la période de référence et différentes versions d'un budget peuvent être mises à la disposition du public à différents moments de la période de référence. Parce qu'il peut y avoir plusieurs budgets [IPSAS 24](#) établit les définitions suivantes :

- a) Le budget initial est le budget initial approuvé pour la période budgétaire.
- b) Le budget approuvé désigne l'autorisation de dépenser découlant des lois, des projets de loi de crédits, ordonnances gouvernementales et autres décisions liées aux revenus ou recettes anticipés pour le période budgétaire.
- c) Le budget final est le budget initial ajusté de toutes les réserves, montants reportés, transferts, allocations, crédits supplémentaires et autres autorisations législatives ou similaires autorisées modifications applicables à la période budgétaire.

Les budgets peuvent également s'étendre sur plus d'un an.

IPSAS 24 fait donc la distinction entre les budgets annuels et pluriannuels.

Presentation

- Comparaison des montants budgétés et des montants réels
 - Si les états financiers et le budget sont préparés sur une base comparable (par exemple, comptabilité d'exercice et budget de comptabilité d'exercice)
 - Colonnes budgétaires supplémentaires dans les états financiers
 - État financier supplémentaire séparé
 - Si les états financiers et le budget ne sont pas préparés sur une base comparable (par exemple, comptabilité d'exercice et budget de trésorerie), un état financier supplémentaire distinct est requis.
- Base comparable au budget

IPSAS 24 exige la présentation d'une comparaison des montants budgétés (budget initial et final) et des montants réels dans les états financiers. La comparaison doit être fournie pour chaque niveau de contrôle législatif. La manière dont cette comparaison est présentée dépend de la question de savoir si les états financiers et le budget sont préparés sur une base comparable.

Si les états financiers et le budget sont préparés sur une base comparable (par exemple, des états financiers selon la comptabilité d'exercice et un budget selon la comptabilité d'exercice), la comparaison peut être présentée au moyen de colonnes supplémentaires dans les états financiers primaires ou dans un état séparé. Si les états financiers et le budget sont préparés sur une base différente (par exemple, états financiers selon la comptabilité d'exercice et budget de caisse), la comparaison doit être présentée dans un état distinct.

La comparaison entre les montants budgétés et réels doit être présentée sur une base comparable au budget (par exemple, si le budget est présenté selon la comptabilité de caisse, la comparaison entre les montants budgétés et réels doit également être présentée selon la comptabilité de caisse).

Une base comparable signifie que les montants réels sont présentés sur la même base comptable, la même base de classification, pour les mêmes entités et pour la même période que le budget approuvé. Sur une base comparable signifie que :

- a) la même base comptable est utilisée (c'est-à-dire, comptabilité de caisse ou comptabilité d'exercice),
- b) les montants concernent la même entité économique (c'est-à-dire les mêmes entités),
- c) les mêmes classifications sont utilisées et
- d) le budget et les états financiers portent sur le même exercice financier.

Les chiffres de l'état de comparaison doivent être rapprochés des chiffres clés des états financiers.

Note Disclosures

- Différences significatives entre le budget et les montants réels
- Explication indiquant si les changements entre le budget initial et le budget final proviennent réaffectations au sein du budget ou d'autres facteurs
- Explication de la base budgétaire et de la base de classification adoptées dans le budget;
- Période du budget approuvé ; et
- Entités incluses dans le budget approuvé

IPSAS 24 précise également les informations à fournir dans les notes pour aider le lecteur à comprendre la comparaison.

Ceux-ci incluent :

a) Une explication des différences importantes entre le budget et les montants réels.

Il existe une exception à cette exigence si ces informations sont fournies dans un autre document public publié conjointement avec les états financiers et que les états financiers incluent une référence croisée à cet autre document ;

b) Une explication indiquant si les changements entre le budget initial et le budget final sont une conséquence de réaffectations au sein du budget ou d'autres facteurs. Là encore, cette explication peut figurer dans les notes annexes aux états financiers ou dans un autre document.

c) Une explication de la base budgétaire et de la base de classification adoptées dans le budget approuvé ;

d) La période du budget approuvé ; et

e) Les entités incluses dans le budget approuvé.

Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB <http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur la présentation des informations budgétaires. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

Review Questions

question 1

Parmi les énoncés suivants, lesquels décrivent l'objectif d'IPSAS 24 ?

- a) Exiger des entités qu'elles rendent publics les budgets approuvés. b) Fournir aux utilisateurs de rapports financiers à usage général des informations démontrant leur conformité avec le budget légalement adopté pour la responsabilité.
- c) Fournir les informations dont les utilisateurs ont besoin pour évaluer la performance d'une entité par rapport aux plans pour la période. d) Fournir des conseils sur la préparation des budgets sur une base comparable à celle des états financiers.

Answers to Review Questions

question 1

Les points (b) et (c) décrivent le mieux l'objectif d'IPSAS 24.

La présentation d'une comparaison des montants budgétaires avec les montants réels sur une base comparable dans les états financiers fournit aux utilisateurs des informations sur la conformité d'une entité avec le budget légalement adopté.

La fourniture d'une comparaison des montants budgétaires avec les montants réels sur une base comparable dans les états financiers fournit aux utilisateurs les informations nécessaires pour évaluer la performance d'une entité par rapport aux plans pour la période.

Cette norme n'exige pas que les budgets approuvés soient rendus publics, ni que les états financiers divulguent des informations sur les budgets approuvés ou fassent des comparaisons avec eux qui ne sont pas rendus publics.

Les IPSAS n'établissent pas de normes ni ne précisent d'exigences pour la formulation ou la présentation des budgets approuvés qui sont rendus publics.

Foreign Exchange



Foreign Exchange IPSAS 4

Le Manuel des déclarations comptables internationales du secteur public est la principale source faisant autorité de principes comptables internationaux généralement reconnus pour les entités du secteur public.

IPSAS 4, Effets des variations des taux de change, contient des indications sur la comptabilisation des transactions en devises et des opérations à l'étranger.

Afin d'appliquer IPSAS 4, les entités devront s'assurer qu'elles disposent de systèmes d'identification des transactions et des soldes mentionnés dans IPSAS 4 et avoir classé les opérations à l'étranger soit comme opérations étrangères faisant partie intégrante des opérations de l'entité présentant les états financiers, soit comme entités étrangères.

L'adoption de la comptabilité d'exercice est souvent associée à une importance accrue accordée à la gestion du risque de change. Cela peut impliquer l'élaboration de politiques concernant les expositions aux devises et aux institutions financières individuelles, ainsi que les types d'instruments à utiliser pour gérer ces expositions.



Scope

- Transactions en devises
- Opérations à l'étranger
- Devise de présentation

IPSAS 4 :

- a) S'occupe de la comptabilité des transactions en devises et des opérations à l'étranger ;
- b) Énonce les exigences permettant de déterminer le taux de change à utiliser pour la comptabilisation de certaines transactions et soldes ; et
- c) Explique comment reconnaître l'effet financier des variations des taux de change dans les états financiers déclarations.

Un gain ou une perte de change se produit lorsqu'il y a des transactions à payer ou à recevoir en devises étrangères et que les taux de change changent entre le moment de la comptabilisation de la transaction et le moment du paiement. Ces gains ou pertes peuvent être réalisés ou non réalisés à la fin de la période de reporting. Des gains ou des pertes peuvent également survenir en raison des changements dans les taux utilisés pour convertir les soldes associés aux opérations à l'étranger.

Comme indiqué dans les lignes directrices révisées pour la gestion de la dette publique du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale (FMI et Banque mondiale, 2014), Les risques de change excessifs et non couverts constituent un piège courant dans la gestion de la dette publique. Des montants excessifs de dette libellée en devises et de dette indexée sur les devises peuvent rendre les gouvernements vulnérables à des coûts de service de la dette volatiles et potentiellement croissants si leurs taux de change se déprécient, et au risque de défaut s'ils ne peuvent pas reconduire leurs dettes.

De nombreux gouvernements seront également exposés à des risques de change importants découlant des achats et des ventes des entités gouvernementales. L'adoption de la comptabilité d'exercice offre au gouvernement une occasion opportune de revoir sa gestion des risques de change, tant en ce qui concerne la dette que les opérations de ses entités. Les options incluent l'établissement de seuils spécifiques au-delà desquels la couverture sera souscrite, ou restera non assuré au niveau pangouvernemental (parfois appelé auto-assurance).

La gestion des risques de change associés aux opérations des entités individuelles peut avoir lieu au niveau de l'entité ou en tant que fonction centralisée.

Functional Currency

- Monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité opère
- Généralement simple
- Revenus générés ; frais réglés
- Éléments en monnaie étrangère généralement convertis en monnaie fonctionnelle.

IPSAS 4 exige qu'une entité enregistre initialement ses transactions en devises dans la monnaie fonctionnelle de l'entité.

À chaque date de clôture, une entité doit convertir tous les éléments en monnaie étrangère dans la monnaie fonctionnelle. Le taux à utiliser dépend du type de poste (par exemple, les éléments monétaires en devises sont convertis au cours de clôture).

Recognition

Initialement:

- Appliquer le taux de change au comptant au montant en devise étrangère à la date de la transaction.

Subséquent

- Éléments monétaires en devises au cours de clôture
- Éléments non monétaires évalués au coût historique convertis à la date de transaction
- Éléments non monétaires à la juste valeur convertis à la date de détermination de la juste valeur.

Une transaction en monnaie étrangère est enregistrée, lors de sa comptabilisation initiale dans la monnaie fonctionnelle, en appliquant au montant en monnaie étrangère le taux de change au comptant entre la monnaie fonctionnelle et la monnaie étrangère à la date de la transaction.

La date d'une transaction est la date à laquelle la transaction remplit pour la première fois les conditions requises pour être comptabilisée conformément aux IPSAS. Pour des raisons pratiques, un taux qui se rapproche du taux réel à la date de la transaction est souvent utilisé. Par exemple, un taux moyen sur une semaine ou un mois peut être utilisé pour toutes les transactions dans chaque devise étrangère effectuées au cours de cette période. Toutefois, si les taux de change fluctuent de manière significative, l'utilisation du taux moyen sur une période donnée n'est pas appropriée.

Exchange Differences

- Éléments monétaires – reconnaître les différences d'excédent/déficit
- Éléments non monétaires – comptabiliser là où le gain/la perte connexe est comptabilisé – actif net/capitaux propres ou excédent/déficit
- Éléments monétaires faisant partie des opérations à l'étranger – excédent/déficit des comptes financiers distincts. déclarations.

Les différences de change résultant du règlement d'éléments monétaires et de la conversion d'éléments monétaires à un taux différent de celui initialement comptabilisé sont généralement comptabilisées en résultat ou en déficit. Toutefois, les différences de change résultant d'éléments monétaires qui font partie de l'investissement net de l'entité présentant les états financiers dans une activité à l'étranger sont comptabilisées dans une composante distincte de l'actif net/capitaux propres dans les états financiers consolidés (et ensuite comptabilisées en résultat net lors de la cession de cet actif net/capitaux propres). investissement).



Disclosure

- Différences de change comptabilisées en surplus/déficit
- Différences de change nettes sur actif net/capitaux propres
- Changement de monnaie fonctionnelle

Questions and Discussion

Visitez la page Web de l'IPSASB

<http://www.ipsasb.org>

Ceci conclut notre module sur les changes. Les participants doivent se référer aux questions de révision pour tester leurs connaissances.

Review Questions

question 1

Lequel des énoncés suivants décrit le taux à utiliser lors de la comptabilisation initiale d'une opération de change ?

- a) Le taux de change moyen de l'année
- b) Le cours au comptant à la date de transaction
- c) Le cours au comptant à la fin de la période de reporting.

question 2

Quels éléments sont ensuite évalués au cours de clôture ?

- a) Éléments monétaires en devises
- b) Éléments non monétaires évalués au coût historique
- c) Éléments non monétaires évalués à la juste valeur

Answers to Review Questions

question 1

La réponse est (b), le cours au comptant à la date de la transaction

Les transactions de change sont comptabilisées en utilisant le cours au comptant à la date de transaction et non à la date de clôture. Bien qu'un taux moyen puisse être utilisé lorsque le taux se rapproche du taux réel à la date de la transaction, l'utilisation d'une moyenne annuelle n'est pas appropriée.

question 2

La réponse est (a), les éléments monétaires en devises.

Les éléments non monétaires évalués au coût historique sont convertis à la date de transaction. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur sont convertis à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée.

Les exposés-sondages, les documents de consultation et autres publications de l'IFAC sont publiés par l'IFAC et protégés par ses droits d'auteur.

L'IFAC n'accepte aucune responsabilité pour les pertes causées à toute personne qui agit ou s'abstient d'agir sur la base des éléments contenus dans cette publication, que cette perte soit causée par négligence ou autrement.

Le logo de l'IFAC, « Fédération internationale des comptables » et « IFAC » sont des marques déposées et des marques de service de l'IFAC aux États-Unis et dans d'autres pays.

Copyright © 2020 par la Fédération internationale des comptables (IFAC). Tous droits réservés. L'autorisation écrite de l'IFAC est requise pour reproduire, stocker ou transmettre, ou pour faire d'autres utilisations similaires de ce document, sauf lorsque le document est utilisé à des fins individuelles et non commerciales uniquement. Contactez permissions@ifac.org.